



Lundi 26 janvier 2026, les organisations syndicales ont rencontré le ministre du travail – J.P. Farandou

Déclaration préalable CGT-SUD-FSU

Monsieur le Ministre,

Vous recevez ce jour toutes les organisations syndicales représentatives de votre ministère en une heure, alors que le budget voté dans la douleur prévoit à nouveau une baisse drastique des crédits alloués à la mission "Travail et emploi", s'établissant pour cette année à 17,7 milliards d'euros, soit une baisse de près de 18 % depuis 2024.

Vos propos de ce matin sur BFM à propos des jeunes travailleur.es sont inacceptables, vous proposez un « casque bleu » pour les jeunes alors qu'il y a des mort.es tous les ans durant des stages mal encadrés : ce n'est pas sérieux, pire c'est dangereux.

Ne comptez pas sur nous pour nous contenter d'écouter la grand-messe de la rigueur budgétaire ! Il est grand temps que vous entendiez les agent.es du Ministère à travers leurs représentant.es. On va donc faire bref en vous faisant parvenir une liste de questions :

- Quand allez-vous mettre enfin un terme à la politique qui réduit drastiquement les effectifs et les budgets et qui met en péril nos missions de défense des salarié.es notamment les plus vulnérables ?
- Allez-vous pourvoir l'ensemble des postes vacants, à l'emploi, au contrôle de la formation professionnelle et à l'Inspection du travail en prenant en compte l'ensemble des emplois et donc les agent.es des secrétariats d'UC, les services d'appui, les services de renseignement en droit du travail ;
- Allez-vous mettre fin à l'hypocrisie qui consiste à lancer une campagne de contrôle contre la précarité dans le privé tout en faisant peu de cas des nombreux contractuel.es de nos services occupant des emplois permanents soumis à 6 ans de CDD sans garantie de CDIisation, sans même parler des problèmes de rémunération ?
- Allez-vous continuer la politique du chiffre pourtant connue pour faire prospérer les RPS ?
- Allez-vous toujours instrumentaliser l'action de l'inspection du travail pour mener des politiques racistes de chasse aux immigrés ?
- Allez-vous respecter votre engagement à vous déporter des dossiers relatifs au groupe SNCF et ne pas influencer les positions de la DGT à ce sujet ?
- Allez-vous sérieusement généraliser le contrôle unique en agriculture au mépris de salarié.es agricoles ayant des conditions de travail particulièrement difficiles et des conditions d'intervention des sections agricoles ?
- Allez-vous continuer la promotion des harceleurs et auteurs de violence sexiste et sexuelles au travail qui sévissent tout au long de leur carrière sur le territoire tandis qu'à l'inverse les victimes de discrimination comme les porteur.euses de handicaps sont virés à l'image des inspecteurices élèves ?
- Quand allez-vous-mettre un terme à la maltraitance des inspecteur.ices élèves et stagiaires ? Nous refusons que nos collègues nouvellement arrivé.es subissent une politique d'exclusion arbitraire et discriminatoire alors que le ministère de targue de mettre en œuvre une politique-de recrutement estampillée label diversité ?
- Quand allez-vous réintégrer dans les services du ministère les fonctions support et mettre fin à l'OTE de 2021, à l'origine d'une dégradation importante de nos conditions de travail
- Pour finir, allez-vous enfin proposer une solution satisfaisante pour les quelques 250 contrôleur.euses du travail restant dans les services après la mise en extinction du corps en 2014. Seule une solution générale pour les agent.es qui le souhaitent permettrait de sortir de cette situation scandaleuse.

Cette politique mortifère ne peut plus durer. Nos organisations syndicales souhaitent plus que jamais que 2026 soit une année de luttes victorieuses qui pourront enfin y mettre un terme.

Les réponses du Ministre :

Face à nos interpellations, JP FARADOU nous dit ne pas avoir la prétention d'apporter des réponses à tout. Cette information nous a parue superflue car évidente compte tenu du peu de temps qu'il nous a accordé.

Le contexte général budgétaire s'impose donc il n'y a rien à attendre du point de vue des effectifs ou de la rémunération. Il y a moins de budget au ministère du travail car les priorités sont de réduire les déficits et augmenter les crédits pour la défense.

Pour Rappel : Les budgets alloués à l'accompagnement à l'emploi et à l'insertion à l'activité économique sont parmi les plus touchés, alors que les travailleur.euses privé.es d'emploi ont connu des attaques majeures dans la période récente et alors que l'OFCE prévoit une hausse significative du chômage en France pour 2026. Dans la même veine, les moyens au bénéfice des personnes les plus éloignées de l'emploi sont quant à eux en baisse de 4,3%.

Bien que nous ayons alerté sur la situation des catégories B et C et sur la précarisation grandissante, JP FARADOU a indiqué qu'il regarderait ce qu'il peut faire sur l'indemnitaire des seul.es IT !!!! Encore !

Sur l'OTE : concernant la double tutelle des agent.es dans les DDETS et les dysfonctionnements constatés, il pense qu'il convient de mieux faire fonctionner l'existant (mais ne peut le supprimer à lui seul) et qu'il soutient l'indépendance de l'Inspection du travail... encore des mots mais aucune mesure concrète !

Le ministre nous informe que la question des AT graves et mortels est très importante et qu'il n'a pas attendu d'être ministre du travail pour s'en préoccuper. Sur les accidents du travail, le ministère va établir des plans de prévention par famille de cause. Il dit être attaché à la prévention des risques dans les entreprises. Toutefois, l'affichage est très éloigné de la réalité puisqu'au niveau du budget, le programme 111 qui comprend la prévention et la diminution des risques professionnels est en réduction de 8,9% alors que les accidents graves et mortels restent à un niveau scandaleusement élevé en France. Les travailleur.euses valent plus que des campagne de communication. Il faut des moyens.

En ce qui concerne la SNCF, JP FARANDOU nous informe qu'il se déportera des dossiers concernant son précédent emploi de patron de la SNCF ; mais ne dit rien de nos interpellations.

Il indique qu'il sera vigilant sur tous les signalements qui lui seront transmis sur les situations de VSS afin que des enquêtes soient conduites et des sanctions prises en fonction de leurs conclusions. A ce sujet, il n'y a rien à attendre de cet ancien employeur, il a insisté sur la prudence nécessaire avant de sanctionner !

Sur le contrôle unique dans le secteur agricole, il a rappelé que l'inspection du travail n'était pas concernée. Nous le savons, il le sait, le problème c'est que les agriculteur.ices l'ignorent et que cette situation expose nos collègues qui exercent dans les départements ruraux à des violences inacceptables. Pour seule réponse, JP FARANDOU dit que le ministère va refaire une information aux organisations agricoles. Et il précise qu'il soutiendra systématiquement tou.tes les agent.es agressé.es ou empêché.es de faire leur travail.

Sur les effectifs de l'Inspection du travail, 90% des sections sont pourvues donc tout va bien. Le ministre a rappelé les 3 dernières grosses promos ; mais n'a rien dit sur le recrutement de cette année baissé à 45. En ce qui concerne le sort des IET, il ne voit rien à redire sur les décisions des jurys, au nom du respect de leur indépendance : « le ministre ne siège pas dans le jury ». Il a souhaité que les redoublant.es de cette année travaillent bien !

JP FARANDOU nous a mentionné rapidement les grandes lignes du budget et les orientations pour le ministère du travail. Un CSA ministériel conjoint Santé / Travail Emploi est prévu en mars en sa présence pour qu'il nous soit plus détaillé.

Enfin le Ministre a conclu en déplorant le peu de marge de manœuvre dont il dispose en tant que ministre contrairement au patron de grand groupe qu'il a été.

Voilà pour son rapport d'étonnement depuis son arrivée au gouvernement.

Ce à quoi nous avons envie de répondre : hé bien changeons la politique gouvernementale !